

APRÈS UNE SEMAINE DE RAMADAN

Les prix toujours chauds

Des flambées de prix «effrayantes» et des hausses «normales», tel est le constat à chaud après une semaine du Ramadan.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Fruits, légumes et viandes, aucun de ces produits n'a été épargné par la hausse des prix durant ce début du mois de Ramadan. Dès la veille, les prix des légumes ont pratiquement doublé dans la majorité des marchés de la capitale.

Les fruits, eux aussi, ont connu une hausse de 50%. Même les bouchers ont saisi l'occasion pour augmenter le prix de la viande rouge de 100 DA, affichant ainsi le kilo de l'agneau à 1 000 DA.

Parmi les rares consolations : la courgette n'a pas atteint les 200 DA, enregistrés durant les années précédentes.

Cédé les premiers jours à 70 DA, ce légume a connu une baisse de 20 DA. Nombreux sont les légumes

qui ont enregistré des baisses oscillant entre 10 et 25 DA, notamment la carotte, la tomate et le poivron. Des baisses qui apparemment ont laissé libre champ à la pomme de terre pour s'envoler de quelques dinars affichant ainsi 50 à 55 DA le kilo.

Tant prisé pour assaisonner la chorba du f'tour, le citron demeure un phénomène frappant. Toujours «inaccessible», il est cédé à 300 DA. Evoquant le manque de production de cet agrume durant l'été, les marchands rappellent le mois de Ramadan de l'année dernière où il a atteint le record de 600 DA le kilo. En ces périodes de grandes chaleurs, les jeûneurs se rabattent sur les boissons fraîches mais aussi sur les fruits juteux. Déjà trop élevés en temps normal,



Les prix ont pratiquement doublé.

les prix des fruits ne cessent de grimper durant le Ramadan. A l'exemple de la banane, fruit pourtant rapide-

ment périssable, qui campe sur des prix fluctuant entre 100 et 140 DA. Même les fruits de saison tels que la

pastèque et le melon n'ont pas été épargnés par cette flambée. Alors que la viande rouge a augmenté occasion-

nellement, le poulet alterne des hausses et des baisses de l'ordre de 20 DA depuis le début du Ramadan.

Selon les vendeurs, ces hausses sont dues à la saison des grosses chaleurs. Une période où la production avicole diminue à cause de la chaleur qui coïncide cette année avec le mois de Ramadan.

Quant aux pruneaux, abricots secs et raisins secs, indispensables pour le fameux tadjine l'hlou, ils restent toujours inaccessibles. Alors que les pruneaux avoisinent le prix du poulet (350 à 400 DA), les abricots secs et les raisins secs rivalisent avec celui de la viande rouge affichant entre 800 et 1 000 DA le kilo.

R. N.

CONSTANTINE

Les transporteurs refusent le nouveau plan de stationnement et menacent de débrayer

La réaction des transporteurs de Constantine quant à la «décision de transfert», à partir de demain mardi, de la station de taxis de l'avenue Rahmani-Achour à quelques centaines de mètres plus bas et le changement d'itinéraire pour les bus desservant les localités du Khroub, la nouvelle-ville Ali-Mendjeli et la gare routière Est, ne s'est pas fait attendre. Les transporteurs «rejetten en bloc ce nouveau plan» et demandent aux autorités locales de «reconsidérer leur décision».

Une décision que les transporteurs de la station Rahmani-Achour (Bardo), en particulier les chauffeurs de taxi, jugent «hâtive et irréflective».

Car, estiment-ils, ces derniers «n'obéissant à aucune logique et s'ins-

crivant à contre-courant des aspirations des opérateurs et des citoyens». Aussi, les chauffeurs de taxi qui se sont opposés vigoureusement à leur délocalisation de cette station, pour être domiciliés dès demain matin dans la nouvelle «station aménagée» en bas de l'hôtel Cirta, ont menacé, dans le cas où les autorités «ne reconsidéreraient pas cette décision de déclencher une grève générale».

Refusant catégoriquement «la nouvelle station aménagée» qui, selon les responsables de l'APC de Constantine, «peut répondre de manière suffisante aux besoins des usagers et des opérateurs», les chauffeurs de taxi envisagent de se solidariser pour défendre leurs intérêts. «Les quelque 150 chauffeurs de taxi de la station de Bardo ont décidé, d'un commun accord, de ne pas rejoindre la nouvelle station se trouvant en bas de l'hôtel Cirta», a affirmé, hier, M. Mohcen, représentant du syndicat des chauffeurs de taxi, joint par téléphone. Et d'expliquer les raisons du refus de la décision prise

jeudi dernier par la commission communale de transport par le fait que «la station en question ne peut contenir tous les opérateurs parce que exiguë et ne comportant qu'une seule issue. Chose qui peut présenter un grand risque pour les usagers et les taxis».

En bref, le nouveau plan de réorganisation du stationnement au niveau de l'avenue Rahmani-Achour prévoit la mise en application de deux décisions.

La première consiste en le transfert de la station de taxis actuelle, implantée le long de l'avenue vers celle se trouvant au bas de l'hôtel Cirta.

La seconde porte sur le réaménagement de l'itinéraire des bus. Ainsi, dès demain, les bus emprunteront un nouvel itinéraire qui passe par l'avenue Aouati-Mostefa avant d'entrer dans la station et repartir comme d'habitude par l'avenue Rahmani-Achour. Cela étant, tout le côté gauche de l'avenue Rahmani-Achour sera interdit au stationnement.

Farid Benzaïd

SIDI-BEL-ABBÈS

Chute mortelle du 5^e étage d'une jeune fille de 22 ans

Dans la journée de samedi dernier, le quartier Benhamouda, dans la ville de Sidi Bel-Abbès, a été secoué par la mort d'une fille âgée de 22 ans. La défunte, qui était l'invitée de sa sœur, est tombée du 5^e étage de l'immeuble. Elle est décédée sur le coup. Chute volontaire ou accidentelle, c'est ce que révélera l'enquête qui a été ouverte par la police.

A. M.

Un enfant meurt noyé dans une bache à eau

Un enfant âgé de deux ans a fait une chute dans la bache à eau de la demeure parentale, située au faubourg Adim-Fatiha de la ville de Sidi Bel-Abbès. En effet, selon nos sources, la victime, qui a trompé la vigilance de sa mère, s'est approchée de la bache à eau ouverte au moment où elle a chuté. Evacuée vers les UMC du CHU de la ville, la petite n'a pu être sauvée car son immersion dans l'eau a été assez longue, ce qui a provoqué son décès malgré les secours apportés par les urgentistes.

A. M.

ANNABA

Rififi chez les douaniers

Les derniers événements survenus dans le corps des douanes à Annaba ont entraîné la réaction de la direction générale qui a décidé de l'envoi d'une commission d'enquête. La décision a été prise au lendemain de la menace écrite de s'immoler par le feu devant le siège de sa direction exprimée par un syndicaliste en réponse à un questionnaire lui ayant été remis par le directeur de wilaya.

Les membres de la commission ont pour mission de situer les responsabilités dans l'affaire des 800 cartouches découvertes sur le *Tarik Ibn Ziad* quelques heures avant que ce bateau ne prenne le large à destination de Marseille (France).

Pour rappel, les cartouches de cigarettes Marlboro et Legend avaient été découvertes dans un véhicule Renault Espace par les douaniers de la brigade ambulante sur le port d'Annaba. Selon nos sources, l'inspecteur principal chargé du contrôle au poste frontalier du port d'Annaba serait impliqué dans cette affaire de contrebande sanctionnée par les articles 12 et 18 du code des douanes.

Cet inspecteur est chargé de la même mission de responsable de

contrôle au poste frontalier aérien Rabah-Bitat, à 12 km du port. Plusieurs jours après alors que les rumeurs allaient bon train quant à la transformation de cet acte de contrebande en une simple infraction de fraude au poste, le dossier a pris de l'ampleur. Ce changement de qualification de l'acte ou du moins, la tentative, est intervenu pour calmer le contrebandier.

Devant les risques d'une forte amende et d'une peine de prison de 5 à 10 ans qu'il encourt si l'art 12 venait à lui être appliqué, ce contrebandier a menacé de révéler qu'il a versé un pot-de-vin de 400 000 DA à l'inspecteur principal.

Beaucoup d'autres affaires ont ainsi été révélées par des douaniers lassés par l'impunité dont semblent

jouir, depuis des années, certains de leurs collègues véreux. Il s'agit notamment de ceux impliqués dans la dernière affaire des 1,2 million d'euros saisis dans une R25 par une brigade de douanes à Oum Teboul (Tarf) dans des circonstances douteuses. C'est aussi cette autre affaire de transfert illégal de 3 millions d'euros mise au jour par la Gendarmerie nationale d'Oum El Bouaghi il y a une dizaine de jours. Deux individus âgés de 36 et 34 ans ont été interpellés.

Présentés devant le procureur de la République de cette wilaya, ils ont été placés sous mandat de dépôt. Ces deux affaires avaient été précédées ou suivies de plusieurs autres, à l'image du trafic des produits pyrotechniques, de lingots d'or transformés à Guelma en bijoux griffés El Guelmi pour être exportés vers Marseille et les psychotropes Subitex commercialisés dans le milieu de local de la drogue à 800 DA le comprimé.

Par ces mêmes postes frontaliers maritime et aérien d'Annaba,

accèdent en territoire algérien de la pièce de rechange usagée pour automobile et autres machines, des voitures en très bon état en remplacement de celles déglinguées exportées quelques jours auparavant pour, prétendument, un séjour touristique du propriétaire, le trafic à l'import et à l'export des téléphones et micro-ordinateurs portables. Ce qui pourrait expliquer le refus de la direction de wilaya de permettre à 6 syndicalistes sur les 13 nouvellement élus d'accomplir leur mission de représentants des travailleurs.

C'est un de ces syndicalistes qui a menacé de s'immoler par le feu pour, a-t-il argumenté, harcèlement administratif. Ce fait de dépassement de prérogatives commis par le directeur de wilaya a entraîné une réaction du secrétaire général de wilaya UGTA et également élu à la Chambre basse du Parlement. La réaction de ce dernier ne sera pas prise en considération. Pis, il repartera bredouille du siège de la direction de wilaya non sans avoir informé l'intéressé qu'il «entreprendra

des démarches auprès du DG des douanes et autres hauts responsables du gouvernement sur son abus d'autorité».

Tous ces faits et bien d'autres ont fait bouger une vingtaine d'inspecteurs principaux marginalisés au niveau de la direction régionale. Ces inspecteurs payés sans fournir, malgré eux, une quelconque contrepartie, entendent porter à la connaissance de leur hiérarchie, à Alger, leur situation d'officiers marginalisés. Leur réaction est motivée par le cumul de fonctions d'un de leur collègue de même grade et fonction.

Depuis des années, celui-ci est chargé de la responsabilité du poste de contrôle frontalier du port et de l'aéroport d'Annaba. De même que plusieurs d'entre eux dénoncent l'absence de mobilité géographique et fonctionnelle dans les douanes algériennes. Ce qui, selon eux, ouvrent grandes les portes de la corruption et des atteintes à l'économie nationale.

A. Bouacha